CONSEIL COMMUNAL D'EPALINGES

PROCES-VERBAL

Séance du 13 décembre 2011 à la Maison de commune

Présidence: Mme Mercédès ASSAL

Membres présents :	69
Membres absents excusés :	7
Membres non excusés:	<u>4</u>
Effectif total :	80

Absents excusés: Mmes et MM. Odile GEORGALLIDES, Malica SKRIJELI, Chantal KUNZ, Nadereh NASSIRI-ANSARI, Roland PERRIN, Philippe KOCH et Jean-Pierre MICHAUD.

Absents non excusés : MM. Bernard FAUCHERRE, Otto LOOSLI, Fabien MEZENEN et Ali YAHIAOUI.

A 18h30, **Mme Mercédès ASSAL**, Présidente, souhaite le bonsoir à tous et ouvre la séance. Elle souhaite la bienvenue au Syndic, aux membres de la Municipalité, au secrétaire municipal, au boursier communal, à M. le Commissaire Yves GLAYRE ainsi qu'aux conseillères et conseillers. Elle souhaite une chaleureuse bienvenue au public qui, par sa présence à nos séances, fait preuve d'intérêt aux affaires liées à notre commune.

Elle salue également la presse représentée par Mme Nina BRISSOT du journal « Le Régional ».

Nous sommes arrivés à la dernière séance de l'année 2011 ; outre la béatification de Jean-Paul II, la nomination, en tant que personnalité du siècle, de notre Général Guisan, Angela Merkel nous annonce la fin du nucléaire en 2022. Une année chaude selon les météorologues, chaude pour notre commune également qui a échappé à la fin du monde annoncé pour le 21 octobre 2011. Notre commune a tout de même traversé un climat de changement et d'incertitude, quant à l'arrivée de la neige, bien entendu ! Mais soyons rassurés, dès cette nuit, un voile blanc de calme nous est annoncé pour apaiser la tourmente économique que la Suisse vit actuellement. Toutes ces raisons n'ont pas suffi à retenir l'assemblée de ce soir qu'elle félicite pour son assiduité.

COMMUNICATIONS DE LA PRESIDENTE

En l'absence excusée de M. Philippe KOCH, scrutateur, Madame la Présidente demande au groupe Radical de présenter un remplaçant. M. André OVERNEY accepte de faire l'intérim pour ce soir.

Il y a 15 jours, notre commune s'est régalée au marché de Noël animé et de qualité.

Les résultats de l'élection complémentaire du 27 novembre 2011, sont communiqués à l'assemblée:

Participation 34,7 % avec 1758 bulletins rentrés

Pierre-Yves RAPAZ 613 suffrages

Emmanuel GETAZ 188 suffrages

Robert GURTNER 13 suffrages

Béatrice METRAUX 879 suffrages

Le 18 décembre 2011, la Présidente aura à nouveau la responsabilité du bureau de vote pour le 2^{ème} tour de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat. Elle a reçu un courrier concernant l'élection du 11 mars 2012, date à laquelle il y aura aussi une votation pour 5 objets fédéraux.

Le premier jour de décembre lui a apporté la 1^{ère} carte de vœu, adressée au Conseil, de la part de l'Eglise d'Epalinges signée de M. Philippe de VARGAS.

Le 24 novembre a eu lieu la visite annuelle de la préfecture. A cette occasion, Mme la Présidente s'est entretenue avec Mme Sylviane KLEIN, préfète qui n'a pas eu de remarques particulières à signaler, mais au contraire des commentaires positifs. A l'issue de la partie officielle, l'ensemble des acteurs concernés, accompagnés du boursier communal et du secrétaire municipal, s'est rendu au carnotzet communal pour un apéritif suivi d'un repas à l'auberge communale.

Le 17 novembre, a eu lieu la visite à une nonagénaire, Mme Esterina BORDIN. Cette dame, italienne d'origine, s'est mariée en 1950 en Argentine, puis a résidé en Uruguay, est rentrée brièvement en Italie, où une rencontre à la foire de Milan, l'a faite venir en Suisse en couple et, plus précisément, à Epalinges.

Beaucoup de nonagénaires vivent à Epalinges et cela ravit Mme ASSAL. Elle a visité aussi Mme Denise PORCHET. Cette dernière, née en 1921, en Belgique au sein d'une famille nombreuse qui avait dû demander l'autorisation à « Hitler » lors de la mobilisation pour quitter le pays par manque de vivres. L'ayant obtenue, elle est arrivée à Lausanne avec sa famille en 1943 où elle décroche un emploi aux chèques postaux grâce à sa sœur. Il a suffi d'un sac de noix et d'un peu de chocolat pour convaincre un coiffeur, mobilisé lui aussi par la guerre et rencontré aux « PTT », de l'épouser. De cette union sont nés deux enfants. Veuve à ce jour, elle se plaît dans diverses activités associatives.

Le 1^{er} août 1921 naissait Mme Georgette MARMILLOD à qui, le 8 décembre dernier, elle a rendu visite. Fribourgeoise, née à Lausanne, cette dernière a travaillé pour la communauté pendant 60 ans et ceci depuis l'âge de 14 ans. Sans formation particulière elle a travaillé auprès de personnes âgées, aux pompes funèbres, dans la couture, puis dans la mode sans jamais se décourager.

Egalement le 8 décembre elle a transmis les vœux de la Municipalité à M. Jean GROSS pour son nonantième anniversaire. Né à Fribourg, ce monteur électricien a déménagé avec son épouse et ses quatre enfants à Lausanne. Ces années de service aux « PTT » l'ont amené à vivre à Epalinges où il a pu se forger une excellente santé par son activité professionnelle en plein air. Sa passion, la musique, il l'a consacrée pendant 70 belles années à la fanfare de « Chardonne-Jongny ».

Au nom du Conseil tous les vœux ont été transmis aux nombreux nonagénaires.

Elle tient encore à remercier chaleureusement l'Harmonie municipale qui nous a régalés d'un excellent concert ce dimanche 11 décembre au Temple des Croisettes.

1. APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour n'appelant aucune remarque est accepté à l'unanimité.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 SEPTEMBRE

M. Cédric DELAMADELEINE souligne qu'à la page 30, il faut lire « **marge** » et non pas marche de manœuvre lors de son intervention.

M. Erich DURST souligne qu'à la page 28 M. Eric GOLAZ n'est pas chef de département mais chef de service et qu'au bas de la page 27, il n'est pas chef du service informatique mais du service des communes. Mme la Présidente lui fait remarquer que sur la lettre reçue il a bel et bien signé le titre qui apparaît dans le procès-verbal.

Aucune autre remarque n'étant faite, la Présidente passe au vote à mains levées. Avec cette correction, **le procès-verbal du 15 novembre 2011 est accepté à l'unanimité** avec remerciements à Mme Françoise AUBERT.

3. DEMANDE DE CREDIT POUR LA CREATION D'UNE PLACE DE REBROUSSEMENT A L'EXTREMITE SUD DE LA ROUTE DU GRAND-CHEMIN ET DE TRANSFERT AU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE LA PLACE DE REBROUSSEMENT ET DE SA VOIE D'ACCES - Préavis no 23/2011

M. Maurice MISCHLER, précise que, selon le nouveau règlement article 43, le rapport de la commission des finances ne sera pas lu, mais celui de la commission chargée de ce préavis.

La parole est donnée à **M. Laurent BALSIGER**, Président rapporteur de la commission nommée, qui lit son rapport (au dossier). Remerciements à M. Laurent BALSIGER ainsi qu'aux membres de la commission pour leur travail.

La discussion est ouverte.

- **M. Félix SCHMIDT** a deux questions à soumettre, soit :
  - 1) Un ramassage des déchets par quartier est très bien, mais ne serait-il pas possible d'aménager des containers « molok » ou enterrés afin qu'ils soient compatibles avec la qualité de vie et le paysage ? Il lui semble également que la mise en place de ces containers devrait être à la charge des immeubles desservis.
  - 2) Ne serait-il pas plus judicieux d'attendre que ces immeubles soient construits avant d'effectuer les travaux de la place de rebroussement afin que celle-ci ne soit pas mise à mal ?
- **M. Bernard KRATTINGER** revient sur la place réservée aux containers. La Municipalité ne peut pas intervenir sur la problématique des containers car, à ce jour, il n'y a pas de décision municipale sur un système spécifique de collecte des déchets. De ce fait il n'est pas à l'ordre du jour d'imposer un système de containers de type « molok ». Quant à la réalisation des travaux, une convention a été signée au printemps dernier sur leur nécessité. Pour les aspects de nuisance par rapport au chantier, La Municipalité espère que la place de rebroussement ne souffrira pas. Ces travaux ont été budgétés par la Municipalité précédente et acceptés par le Conseil et il est normal de respecter la mise en place du chantier planifié.

La Présidente passe au vote du préavis no 23/2011. A mains levées, **le préavis no 23/2011 est accepté à la majorité (1 abstention)**.

4. **RESTAURATION DU TEMPLE DES CROISETTES – DEMANDE D'UN CREDIT DE CONSTRUCTION - Préavis municipal no 24/2011**

Suite à la sortie inattendue d'un conseiller, la Présidente ouvre une parenthèse et souhaite que les conseillers qui doivent impérativement sortir pendant la séance lui en fassent part.

La parole est donnée à **M. Jean-Luc MAGNENAT**, Président rapporteur de la commission nommée qui lit son rapport (au dossier). La Présidente le remercie ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

La discussion est ouverte.

- **M. Maurice MISCHLER** donne des réponses complémentaires aux questions de la commission. L'expertise « amiante » n'a pas été jugée nécessaire car, habituellement, l'amiante se trouve dans les canalisations, qui sont, sur cet ouvrage, inexistantes, dans les joints de catelles, il n'y en a pas, dans le crépi, ici il est à la chaux et les isolations sont en laine de verre. Concernant le système électrique, afin d'empêcher les remontées « capillaires », le service technique a contacté M.CRAUSAZ, architecte qui connaît le système pour l'avoir déjà pratiqué. Ce système étant très coûteux, il a été prévu, en remplacement, des piqûres dans les zones dégradées appliquées avec un crépi respirant. La dernière communication est que, suite au Conseil communal de Lausanne, la demande de crédit pour cette restauration a été acceptée à l'unanimité.

La Présidente passe au vote du préavis no 24/2011. A mains levées, **le préavis no 24/2011 est accepté à l'unanimité.**

5. **CREATION DE L'ASSOCIATION « JORAT, UNE TERRE A VIVRE AU QUOTIDIEN » ET ADHESION DE LA COMMUNE D'EPALINGES A LADITE ASSOCIATION-APPROBATION - Préavis municipal no 25/2011**

La parole est donnée à **M. Fabien LOI ZEDDA**, rapporteur de la commission nommée en remplacement de M. Roland PERRIN absent, qui lit le rapport (au dossier).

La Présidente le remercie ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

Elle ouvre la discussion, elle n'est pas demandée et passe au vote du préavis no 25/2011. A mains levées, **le préavis no 25/2011 est accepté à l'unanimité.**

6. **DEVELOPPEMENT D'UN PROGRAMME DE POLITIQUE EN FAVEUR DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT POUR LA PERIODE 2011-2016 ET DEMARCHE EN VUE DE L'OBTENTION DU LABEL CITE DE L'ENERGIE-APPROBATION - Préavis municipal no26/2011**

La parole est donnée à **M. Fabien LOI ZEDDA**, rapporteur de la commission nommée, en remplacement de M. Roland PERRIN, Président de ladite commission, absent. M. LOI ZEDDA précise qu'il ne fait que la lecture du rapport et qu'il n'est pas concerné par les conclusions de la commission.

La Présidente le remercie ainsi que les membres de la commission pour leur travail.

La discussion est ouverte.

- **Mme Florence KAESLIN** dépose un amendement. Le groupe Radical a pris connaissance du préavis no 26/2011. De même, le groupe est conscient que les problèmes énergétiques et climatiques doivent être pris très au sérieux, notre avenir étant en jeu. Dans un 1^{er} temps n'oublions pas les efforts déjà fournis par nos précédentes législatures lors de transformations ou améliorations de nos bâtiments communaux et pour ce préavis le groupe Radical approuve les efforts envisagés par la nouvelle Municipalité.

Cependant ils ne sont pas d'accord d'approuver le point no 1, c'est-à-dire « de prendre acte de la démarche initiée par la Municipalité en vue de l'obtention du label «Cité de l'énergie» et de soutenir à l'avenir cet engagement, notamment durant la législature 2011-2016 ».

Pour le groupe Radical, l'obtention de ce label ne pourra se faire qu'en effectuant certains travaux, améliorations ou autres constructions. Qui dit travaux, dit coûts ! Même s'il est précisé que la Municipalité soumettra au Conseil les demandes de crédits nécessaires, n'oublions pas que cela se fera uniquement pour les dépenses supérieures à 50'000,- CHF. En résumé, beaucoup de petites améliorations pourraient se faire avec un montant inférieur, donc qui pourraient échapper au Conseil.

De ce fait, le groupe demande, dans un souci de transparence et d'équilibre budgétaire, un rapport de la Municipalité suite au diagnostic de l'association et ainsi il pourrait voir de façon limpide les investissements à prévoir durant cette législature. Le groupe Radical demande donc un amendement au préavis no 26/2011 du 31 octobre 2011 qui se présenterait de la façon suivante, soit en supprimant le point no 1 initialement prévu :

Le Conseil communal d'Epalinges, vu le préavis de la Municipalité no 26/2011 du 31 octobre 2011, entendu le rapport de la commission nommée pour examiner ce dossier, considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour, décide d'autoriser la Municipalité à adhérer à l'Association « Cité de l'énergie ».

Le groupe Radical remercie le Conseil de soutenir cette modification.

- **M. Bernard KRATTINGER** juge utile, au vu de l'amendement proposé, et pour permettre d'avoir une appréciation pertinente de la proposition de la Municipalité d'apporter des compléments d'informations qui viennent de lui être transmises. L'appréciation du diagnostic sommaire est plutôt positive. Il s'en dégage un potentiel certain de valorisation notamment en ce qui concerne les économies d'énergie, dans le domaine de la production et l'utilisation des énergies, énergie « bois » par exemple. Un potentiel d'améliorations existe également dans le domaine de la mobilité. La Municipalité précise, par ailleurs que la mise en œuvre d'une politique de l'énergie et de la productivité n'est pas prioritairement destinée à l'obtention d'un label. Tout cela va, bien entendu, représenté des investissements. Une partie de ces investissements devront être réalisés de toute manière. L'assainissement des bâtiments est déjà prévu au plan d'investissements. Les investissements dans le domaine de la mobilité sont pour une part en lien avec le « PALM » et, d'autre part, liés à une motion déposée récemment et demandant l'établissement d'un plan de la mobilité. La démarche proposée par la Municipalité est destinée à gérer de façon cohérente les investissements futurs en faveur de l'énergie et le climat. Il est également important de souligner que la part des dépenses pour le suivi du processus est minime en regard des dépenses déjà prévues par le plan des investissements ; de plus quelques subventions du Canton et de Suisse énergie réduiront encore ces dépenses. Il lui paraît important de rappeler que la Municipalité ne soutient évidemment pas l'amendement proposé par le groupe radical, dans la mesure où celle-ci est dans la démarche d'un programme qui doit être accompagné d'un suivi. La Municipalité ne s'est pas seulement engagée à

informer le Conseil des plans d'investissements supérieurs à 50'000,- CHF, elle s'est engagée, et cite le document du rapport de la commission, à présenter au Conseil tous les éléments du projet. Il n'y a aucune raison de suspecter une rétention d'informations dans sa politique en matière de défense de l'énergie et du climat.

- **M. Fabien LOI ZEDDA** remercie le Municipal pour ces informations mais le groupe Radical maintient son amendement.
- **M. Laurent BALSIGER** félicite la Municipalité pour son engagement dans cette voie qui est d'actualité. Il est surpris de l'amendement proposé par le groupe Radical. Car les bonnes idées génèrent des économies et il trouve surprenant que l'on empêche la Municipalité de mettre en place ces mesures d'économies qui sont un plus pour l'environnement et pour la bourse communale. Il ne trouve que des avantages à entrer activement sur le terrain et invite à accepter le préavis no 26 de la Municipalité, tel que proposé.
- **M. Erich DURST** félicite également la Municipalité qui annonce, en début de législature un programme sur l'énergie et le climat. C'est dans l'intérêt de la commune d'Epalinges qu'il y ait une politique cohérente pendant la législature. Le point no 1 du préavis no 26 indique une volonté de la Municipalité d'aller dans une bonne direction. Il est important de rappeler que la formulation telle qu'elle figure dans ce préavis ne modifie en rien les prérogatives ni de la Municipalité ni du Conseil. Tout projet sera soumis au vote du Conseil qui acceptera ou non de lui accorder les moyens de poursuivre sa politique. Dans ce cadre-là le 1^{er} point ne mange pas de pain au niveau des engagements et des compétences respectives de nos autorités, à savoir l'exécutif et le législatif. Il est heureux de constater que le groupe Radical soutient, sur le fond, la démarche de la Municipalité sur la nécessité d'une société plus durable sur le plan énergétique et il est important que le Conseil, dans son ensemble, soutienne ce projet. Il rappelle encore une fois que le Conseil, ce soir, ne cède aucune compétence à la Municipalité.
- **M. Christian TERRIER** est bien entendu favorable aux économies d'énergie et aux économies tout court, mais reste gêné par ce 1^{er} point sur lequel le Conseil doit voter. Il prend acte de la démarche de la Municipalité, mais si le Conseil décide de soutenir ce préavis, celui-ci ne mentionne pas quels engagements et quelles mesures sont envisagées. Cela peut être des mesures totalement extravagantes : dans les économies d'énergie il peut y avoir plusieurs façons d'envisager ces mesures et il aimerait savoir, avant de se prononcer sur ce préavis, quels sont les mesures envisagées, au moins dans les grandes lignes. Pour sa part, il n'est pas prêt de se lancer dans cette aventure sans savoir exactement ce qui est envisagé.
- **M. Charles-André BOLOMEY** revient sur les propos du Municipal Bernard KRATTINGER concernant le diagnostic sommaire, que, personnellement il ne connaît pas et sur les propos du conseiller M. Laurent BALSIGER sur les économies de ce programme. Il souhaite connaître le contenu du diagnostic sommaire et des économies réalisées avant de se prononcer sur cette démarche. Bien entendu il est tout à fait favorable aux démarches d'économie d'énergie.
- **M. Félix SCHMIDT** : effectivement l'article no 1 est mal formulé, car au fond tout le monde est d'accord sur la démarche qui consiste à soutenir les économies d'énergie et protection du climat dans notre commune. Ce qui est fâcheux dans cette formulation, c'est d'une part que l'on dise tout de suite que le but est l'obtention du label, mais comme formulé par vous-même le label en soi n'est pas forcément le but mais ça

pourrait nous amener à des dérives du fait de soutenir à l'avenir cet engagement. A son avis le message principal à retenir et oui aux économies d'énergie mais restons vigilants aux dépenses non raisonnables.

- **M. Bernard KRATTINGER** apporte une simple réponse aux intervenants en expliquant que les points 1 et 2 sont, en fait, complémentaires. Le fait d'accepter d'adhérer à l'association « Cité de l'énergie » est une démarche où la commune s'engage dans un processus qui prévoit un programme ; d'abord un diagnostic sommaire ensuite un audit et un certain nombre de démarches qui permettent de définir quelle politique la commune peut mener en matière d'économies d'énergie, en terme d'assainissements des bâtiments, de production d'énergie. En fait c'est la même dynamique, que l'on parle d'adhérer à l'association « Cité de l'énergie » et le suivi par la commune d'un programme généré par cette association. Comme évoqué par M. Erich DURST, ce préavis ne donne pas plus de compétences à la Municipalité. Les projets seront présentés au fur et à mesure au Conseil, de ce fait, il y aura un suivi dans la démarche proposée par la Municipalité.

La parole n'étant plus demandée, la Présidente demande à Mme Florence KAESLIN de relire le texte de l'amendement, ce que Mme KAESLIN fait:

Le Conseil communal d'Epalinges, vu le préavis no 26/2011 du 31 octobre 2011, entendu le rapport de la commission nommée pour examiner ce dossier, considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour, décide d'autoriser la Municipalité à adhérer à l'Association « Cité de l'énergie ».

La Présidente passe au vote de l'amendement tel que proposé par le groupe Radical. A mains levées, **l'amendement n'est pas retenu (25 oui, 32 non et 4 abstentions)**

La Présidente passe au vote du préavis no 26/2011. A mains levées, **le préavis no 26/2011 est accepté à la majorité (39 oui, 8 non et 19 abstentions)**

- **M. Maurice MISCHLER** a parfaitement compris les réticences d'une minorité du Conseil et la Municipalité s'engage à communiquer par le biais du rapport de gestion des démarches allant dans ce sens.

7. COMMUNICATIONS DE LA MUNICIPALITE

- **M. Maurice MISCHLER, syndic**

Bureau du contrôle des habitants : il signale que la Municipalité a engagé M. Sébastien GISCLON pour une durée déterminée pendant l'absence de la préposée, Mme Barbara CLOPATH, pour cause de maladie. M. GISCLON est déjà en fonction 4 jours par semaine et sera à plein temps la semaine prochaine.

Bourse communale : la commune vendra du vin à un prix préférentiel durant la période s'étendant du 19 au 23 décembre 2011 au prix de 10,- CHF la bouteille au lieu de 12,50 CHF, il s'agit du millésime 2009. Par la même occasion, n'oubliez pas de prendre vos deux bouteilles de vin de la commune à la fin du repas de tout à l'heure.

- **M. Pierre JOLLIET, municipal**

Création d'appartements protégés : La Municipalité a demandé à la « CLE » d'Epalinges d'étudier un projet de construction de logements protégés. Ce projet sera étudié en collaboration avec « LA CLE », le CMS et l'EMS. Il se caractérisera par une

répartition de 2/3 en logements protégés et 1/3 en logements habituels. Il faudra respecter une mixité sociale et d'intergénérationnelle avec également des locaux communs pour les appartements protégés et d'autres locaux pour les sociétés locales et activités de service. L'emplacement n'est pas encore défini, mais il ne manquera pas d'informer régulièrement le Conseil de l'avancement de ce projet.

▪ **M. Jean-Marc BAATARD, municipal**

M. Philippe REGAMEY : chef de la voirie est en arrêt de travail suite à un accident. Son retour sera envisageable en février 2012. L'intérim est assuré par le chef adjoint secondé par quatre des plus anciens de la voirie et tout se passe bien. Il souhaite un prompt rétablissement à M. Philippe REGAMEY.

▪ **M. Alain MONOD, municipal**

Police municipale (réforme policière): lors de la séance du 27 septembre 2011, des informations générales, confirmant l'idée de ces prédécesseurs pour une convention avec la police municipale de Lausanne, sur la réforme policière, avaient été données. Lausanne comprenait parfaitement la volonté d'Epalinges pour un rapprochement mais exigeait le pouvoir judiciaire. Petite explication, ne pas confondre les compétences judiciaires que tous les policiers communaux ont ou auront, il s'agit notamment de constats d'accidents, d'enregistrements de plaintes. Le pouvoir judiciaire, lui, à part Lausanne, est exclusivement cantonal et touche notamment la levée de corps lors d'accidents mortels. L'extension que Lausanne possède concerne exclusivement le pouvoir judiciaire. La Municipalité a écrit en date du 5 octobre 2011 au Conseil d'état la confirmation de cette volonté de Lausanne qui est également soutenue par Epalinges de l'extension de notre commune au pouvoir lausannois. La réponse nous est arrivée à la Saint Nicolas, elle est malheureusement négative. Une voie de recours est possible au Tribunal fédéral, ce recours est quelque peu hasardeux et coûteux. A partir de là la seule possibilité d'une autre extension, et qui demandait également une dérogation du Conseil d'état, est de pouvoir collaborer avec une autre police intercommunale, mais n'est malheureusement pas possible. De ce fait il ne restait plus que la convention avec la Police cantonale, et a eu lieu, en début d'après-midi, une réunion entre le commandant de la gendarmerie, le major BOTTERON accompagné de quelques officiers ainsi que d'une délégation de la Municipalité. Aucun changement n'est prévu au 1^{er} janvier 2012, une convention va être signée d'ici Noël de cette année qui va permettre une transition avec une limite au 30 juin 2012. La Municipalité tiendra au courant régulièrement le Conseil de l'évolution. Il s'agit précisément de déléguer à la Police cantonale les tâches de Police secours. En parlant du socle sécuritaire de base, il précise que la commune gardera la police administrative et les assistants de sécurité publique. Cette convention sera signée après négociation sur l'envergure de cette convention sur la réforme policière, à ce jour, il ne peut pas en dire plus, malheureusement.

Réponse au vœu déposé le 15 novembre 2011 par le conseiller René LERESCHE : il répond provisoirement au vœu qui concernait la circulation sur le plat de la Croix-Blanche. Il sera répondu plus longuement à ce vœu dans le cadre du plan de la mobilité qui sera présenté au Conseil au cours de l'an prochain vu que celui-ci va dans le même sens que la motion déposée par la conseillère Mme Mary PITTET.

Pétition du 26 septembre 2011 adressée à la Municipalité, pour une circulation réglementée et contrôlée au Ch. des Boveresses : les habitants « bordiers autorisés » se plaignent du trafic. Il a été répondu aux pétitionnaires qu'il y aura des contrôles supplémentaires et une pose de panneaux et ceci également au Ch. des Roches.

▪ **M. Bernard KRATTINGER, municipal**

Refuge du Chaugand – affaissement du système d'évacuation des eaux : il signale des dépenses imprévues. Suite au Conseil communal du 27 septembre 2011, il avait annoncé des problèmes du système d'évacuation des eaux suite à l'inondation du vide sanitaire situé sous la cuisine du dit refuge. Les coûts de ces travaux se montent à 15'590,45 CHF. Le budget 2011 prévoyait une dépense de 2'000,- CHF. Ce dépassement sera donc conséquent lors du bouclage des comptes.

PQ « Les Bosquets du Giziaux » : à la fin novembre de cette année la convention entre la commune d'Epalinges et Giziaux SA a été signée. La cession par le propriétaire d'une bande de terrain le long du Ch. du Bois-de-la-Chapelle et la prise en charge par le propriétaire de la construction d'un trottoir font partie intégrantes de la convention. Par convention également, Giziaux SA s'engage à aménager au minimum 25 % du total des logements en appartements adaptés. Ainsi les demandes de la commission ad hoc ont été prises en compte. Pour finaliser cette convention, elle doit être complétée par ces informations : durant l'automne Giziaux SA a informé la Municipalité de son souhait de densifier cette zone en portant le coefficient du sol de 0.8 à 0.9 sans modification des gabarits et accepté par le Conseil communal. La surface brute de plancher utile passerait alors de 7000 à 8000 m². Pour être agréée, cette augmentation de la densité du plan de quartier devra être traitée comme une demande de modification du « PQ ». Cette situation va entraîner un retard pour la réalisation du plan de quartier et, par voie de conséquence, l'ouverture de la nouvelle déchetterie. Mais il rassure les conseillers, la déchetterie actuelle restera ouverte.

- **M. Mazyar YOSEFI** pose une question au municipal Alain MONOD. Est-ce que la nouvelle convention policière va changer le statut de nos employés de la Police ?
- **M. Alain MONOD**, sans rentrer dans les détails, confirme que, bien entendu, à un moment donné, le corps de police actuel subira des changements quant à leur affectation future, mais à ce stade il ne peut pas en dire plus. Les personnes concernées seront, bien entendu, tenues au courant.

8. PROPOSITIONS INDIVIDUELLES

- **M. Michel PERRET** en vertu de l'article 65 alinéa 1 de notre règlement dépose un postulat concernant l'équipement du Conseil communal d'un système de vote électronique.
Notre Conseil vote, lors de ses séances, à mains levées et le comptage est effectué par les scrutateurs. Bien que cette méthode donne une certaine saveur lors de votations serrées par la confrontation droite-gauche, elle peut conduire à des doutes dans le résultat des votes. Le travail des scrutateurs, parfois rendu difficile, notamment à cause du manque de visibilité de certaines mains, devient ingrat et mérite d'être revu. Bien ancré dans l'histoire de notre pays, le vote à mains levées relève maintenant en matière politique du folklore maintenu par quelques rares « Landsgemeinde ». Il existe un moyen de concilier une meilleure lisibilité et efficacité lors des votes et l'efficacité du travail du Conseil communal. Il s'agit du vote électronique.
Adopté par les Conseils communaux de Lausanne et Nyon, pour ne citer qu'eux, le vote électronique, si retenu, va conduire à une modification du règlement du Conseil communal, notamment de son article 27 relatif aux tâches des scrutateurs. M. PERRET est persuadé que les scrutateurs actuels et à venir verraient d'un bon œil la présente initiative. « *Mme la Présidente, Mmes et MM les conseillers, je propose*

donc d'accepter ce postulat et de le transmettre à la Municipalité pour suite à donner, conformément à l'article 68 de notre règlement ».

La Présidente demande au Conseil si au moins 10 conseillers acceptent ce postulat. A mains levées et **à une évidente majorité, le postulat est transmis à la Municipalité pour examen.**

- **Mme Silvia WICHOU**D émet deux vœux sur la zone 30 des Planches-Raidillon-Pré-d'Yverdon. Pour rappel : en 1999, quelques citoyens de la commune lançaient une pétition (220 signatures) dans le but de diminuer l'intensité du trafic sur cet axe. Par la suite, cette démarche étant vaine, les pétitionnaires demandaient d'obtenir une limitation à 30 km/heure de la zone concernée. Lors d'une soirée d'information en 2006, organisée par l'ancienne Municipalité, les habitants du quartier montraient leur vif intérêt pour le sujet. Un sondage a été effectué par la commune auprès de 250 familles concernées. Le résultat : 124 familles répondaient favorablement à une zone 30. Presque 10 ans après la pétition, la commune a installé une zone 30 dans le quartier susmentionné. Aujourd'hui la situation est malheureusement loin d'être satisfaisante. La limitation est fort peu respectée par les automobilistes qui utilisent ce raccourci pour aller en ville. Pendant les heures de pointe, le parcours entre la Rte de Montblesson et Praz-Séchaud est saturé, ce qui rend la vie des piétons et cyclistes dangereuse. Ses deux vœux sont les suivants :

  - 1. que la Municipalité demande à la Police cantonale de venir faire régulièrement des contrôles de vitesse dans le quartier Planches/Raidillon/Pré-d'Yverdon,*
  - 2. que la Municipalité réfléchisse à des mesures complémentaires comme des dos d'âne afin de pouvoir freiner davantage les voitures. Un bon exemple : la route du Jorat à Montblesson.*
- **M. Alain MONOD**, avant de revenir sur les vœux de Mme Silvia WICHOU, souhaite dire que la Municipalité est sensible et attentive à la problématique, d'autant plus que l'aménagement récent du quartier de la Sallaz va augmenter le problème du trafic dans cette zone. Il est allé sur place, a rencontré un pétitionnaire et a constaté que les conducteurs avaient beaucoup de peine à respecter la zone 30. Même si les agents sont là, la peur de l'uniforme est moins présente de nos jours. Il annonce avoir fait la demande, il y a plus d'un mois, à la gendarmerie pour des contrôles supplémentaires. Des aménagements supplémentaires ont déjà été prévus au budget 2013.
- **M. Ernest CORBAZ** propose que les conseillères et les conseillers donnent leurs jetons de présence de ce soir au carton du cœur.
- **M. Angelo MARZOLI** exprime un vœu au greffe concernant le papier envoyé aux conseillers sur les séances du Conseil communal de l'an prochain. Dans l'assemblée il y a plusieurs employés qui ont des horaires irréguliers et doivent montrer ce planning à leurs employeurs afin qu'ils puissent être présents au Conseil. Serait-il possible de recevoir ce formulaire avec le sceau communal et signé par le ou la Présidente ? Ceci afin que ce papier soit plus officiel et facilite leur demande de congé auprès de leur employeur.

Mme la Présidente, déplore un tel manque de confiance entre les parties concernés. Elle en parlera en séance de Bureau.

- **M. Félix SCHMIDT** constate que le prochain Conseil aura lieu le 21 février 2012 en même temps qu'une séance du « PALM » importante. Serait-il possible de retarder

l'heure du Conseil afin que les conseillers qui le souhaitent puissent assister à cette séance et arriver à l'heure à la séance du Conseil communal ?

La Présidente n'y voit pas d'inconvénient et transmet le vœu à M. Mazyar YOSEFI qui devra probablement la remplacer le 21 février 2012.

- **M. Mazyar YOSEFI** ne voit aucun problème et accepte de convoquer, exceptionnellement la séance du Conseil communal à 20h45, le 21 février 2012.
- **M. Fabien LOI ZEDDA** revient sur le vœu de M. René LERESCHE concernant la circulation sur le plateau de la Croix-Blanche. Il a tout à fait raison sur le comportement des automobilistes et personnellement il a pu le constater par lui-même en amenant des enfants à l'école et s'est aperçu que certains de nos anciens lui font froid dans le dos et, sujet délicat en soi, devraient s'abstenir de conduire. La Municipalité devrait y réfléchir.
- **Mme Judith BOVAY** pense que l'assemblée devrait voter sur la proposition de M. Ernest CORBAZ.

La Présidente passe au vote de la proposition de M. CORBAZ de verser les jetons de présence de ce soir au carton du cœur. A mains levées, **la proposition est acceptée à une évidente majorité avec applaudissements.**

- **M. Maurice MISCHLER**, au nom de la Municipalité s'engage à doubler la mise.
- **M. Alain AMSTUTZ** remercie, au nom du comité des cartons du cœur, des bénévoles et des bénéficiaires pour ce don bienvenu.

La discussion n'est plus demandée.

La Présidente souhaite à toutes et à tous de bonnes fêtes de fin d'année et invite l'assemblée à se rendre à la grande salle pour la suite de la soirée où quelques surprises les attendent. Elle donne rendez-vous pour la prochaine séance du Conseil le 21 février 2012 à 20h45.

La Présidente clôt la séance à 20h15.

Epalinges, le 25 décembre 2011

La Présidente :

La Secrétaire

Mercédès ASSAL

Françoise AUBERT